

**No. 32120**

---

**FRANCE  
and  
QATAR**

**Convention for the avoidance of double taxation. Signed at  
Paris on 4 December 1990**

*Authentic texts: French and Arabic.*

*Registered by France on 1 September 1995.*

---

**FRANCE  
et  
QATAR**

**Convention eu vue d'éviter les doubles impositions. Signée à  
Paris le 4 décembre 1990**

*Textes authentiques : français et arabe.*

*Enregistrée par la France le 1<sup>er</sup> septembre 1995.*

CONVENTION<sup>1</sup> ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT DU QATAR EN VUE D'ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS

Le Gouvernement de la République française

et

Le Gouvernement de l'Etat du Qatar,

Désireux de conclure une convention en vue d'éviter les doubles impositions,

Sont convenus des dispositions suivantes :

**ARTICLE 1**  
**PERSONNES VISEES**

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat ou des deux Etats.

**ARTICLE 2**  
**IMPOTS VISES**

1. Les impôts auxquels s'applique la Convention sont :

a) en ce qui concerne la France :

- l'impôt sur le revenu ;

<sup>1</sup> Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 1994, soit le premier jour du deuxième mois ayant suivi la date de réception de la dernière des notifications (octobre 1994) par lesquelles les Parties s'étaient informées de l'accomplissement des procédures requises, conformément au paragraphe 1 de l'article 24.

- l'impôt sur les sociétés ;
- l'impôt de solidarité sur la fortune ;
- l'impôt sur les successions ;

et toutes retenues à la source, tous précomptes et avances décomptés sur les impôts visés ci-dessus ;

(ci-après dénommés "impôt français").

b) en ce qui concerne le Qatar :

- l'impôt sur le revenu des sociétés ;
- tout impôt sur le revenu global ou sur des éléments du revenu -y compris les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers-, tout impôt sur la fortune et tout impôt sur les successions, similaires à ceux auxquels s'applique la Convention en ce qui concerne la France ;

(ci-après dénommés "impôt du Qatar").

2. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts visés au paragraphe 1 ou qui les remplaceraient.

Les autorités compétentes des Etats se communiquent les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

**ARTICLE 3**  
**DEFINITIONS GENERALES**

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :

a) les expressions "un Etat" et "l'autre Etat" désignent, suivant les cas, la République française (ci-après dénommée "France") ou l'Etat du Qatar (ci-après dénommé "Qatar") ;

b) le terme "personne" comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes ;

c) le terme "société" désigne toute personne morale de droit public ou privé (y compris, en ce qui concerne le Qatar, l'Etat du Qatar et ses collectivités territoriales), ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition ;

d) les expressions "entreprise d'un Etat" et "entreprise de l'autre Etat" désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat ;

e) l'expression "trafic international" désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un Etat, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat ;

f) l'expression "autorité compétente" désigne :

(i) dans le cas de la France, le Ministre chargé du Budget, ou son représentant autorisé ;

(ii) dans le cas du Qatar, le Ministre des Finances et du Pétrole ou son représentant autorisé.

2. Pour l'application de la Convention par un Etat, toute expression qui n'y est pas définie a le sens que lui attribue le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

#### ARTICLE 4

##### RESIDENT

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "résident d'un Etat" désigne :

a) en ce qui concerne la France, toute personne qui, en vertu de la législation française, est assujettie à l'impôt dans cet Etat en raison de son domicile, de sa résidence, ou de son siège de direction ;

b) en ce qui concerne le Qatar, toute personne qui est domiciliée ou a son siège de direction au Qatar.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats, sa situation est réglée de la manière suivante :

a) cette personne est considérée comme un résident de l'Etat dans lequel elle dispose d'un foyer d'habitation permanent ; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux) ;

b) si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle ;

c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident de l'Etat dont elle possède la nationalité ;

d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

4. Pour l'application de la Convention, l'expression "résident d'un Etat" comprend cet Etat et ses collectivités territoriales.

**ARTICLE 5**  
**REVENUS IMMOBILIERS**

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat sont imposables dans cet autre Etat.

2. L'expression "biens immobiliers" a le sens que lui attribue le droit de l'Etat où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tout cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles. Les navires et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.

4. Lorsque la propriété d'actions, parts ou autres droits dans une société ou une autre personne morale donne au propriétaire la jouissance de biens immobiliers situés dans un Etat et détenus par cette société ou cette autre personne morale, les revenus que le propriétaire tire de l'utilisation directe, de la location ou de l'usage sous toute autre forme de son droit de jouissance sont imposables dans cet Etat selon la législation de cet Etat.

**ARTICLE 6**  
**BENEFICES DES ENTREPRISES**

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Les bénéfices imputés à un établissement stable sont ceux que cet établissement stable aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable. Pour déterminer ces bénéfices, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs, pourvu que ces dépenses soient justifiables et raisonnables au regard de la pratique internationale. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

3. A. Au sens de la Convention, l'expression "établissement stable" désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.



B. L'expression "établissement stable" comprend notamment :

- a) un siège de direction,
- b) une succursale,
- c) un bureau,
- d) une usine,
- e) un atelier, et
- f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.

C. Un chantier de construction ou de montage ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse six mois.

D. Nonobstant les dispositions des A, B et C ci-dessus, on considère qu'il n'y a pas "établissement stable" si :

a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise ;

b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison ;

c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;

d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise ;

e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire ;

f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a à e, à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.

E. Nonobstant les dispositions des A et B, lorsqu'une personne -autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'appliquent les dispositions du F -agit pour le compte d'une entreprise et dispose dans un Etat de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au D et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions du D.

F. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

G. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contrôle ou est contrôlée par une société qui est un

résident de l'autre Etat ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

#### ARTICLE 7

##### NAVIGATION MARITIME ET AERIENNE

1. Les revenus qu'une entreprise de France tire de l'exploitation en trafic international de navires ou d'aéronefs, y compris les revenus accessoires à cette exploitation, sont exonérés au Qatar des impôts mentionnés à l'article 2, ainsi que de tout impôt similaire à la taxe professionnelle.

2. Les revenus qu'une entreprise du Qatar tire de l'exploitation en trafic international de navires ou d'aéronefs, y compris les revenus accessoires à cette exploitation, sont exonérés en France des impôts mentionnés à l'article 2. Nonobstant les dispositions de l'article 2, une telle entreprise est exonérée de la taxe professionnelle due en France à raison de cette exploitation.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1-d de l'article 3 :

a) au sens des paragraphes 1 et 2 du présent article, l'expression "entreprise du Qatar" vise Gulf Air tant que l'Etat du Qatar détient une participation dans cette société, et toute entreprise désignée par le Gouvernement du Qatar ; et l'expression "entreprise de France" vise toute entreprise désignée par le Gouvernement français ;

b) la liste des entreprises désignées par chaque Gouvernement sera échangée par lettres par la voie

diplomatique et fera l'objet de modifications selon la même procédure.

4. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat où se trouve le port d'attache de ce navire, ou, à défaut de port d'attache, dans l'Etat dont l'exploitant du navire est un résident.

5. Les dispositions des paragraphes précédents s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un groupe (pool), une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

#### ARTICLE 8

#### DIVIDENDES

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat à un résident de l'autre Etat ne sont imposables que dans cet autre Etat.

2. Un résident du Qatar qui reçoit des dividendes payés par une société qui est un résident de France peut obtenir le remboursement du précompte afférent à ces dividendes acquitté, le cas échéant, par cette société. Le montant brut du précompte remboursé est considéré comme un dividende pour l'application de l'ensemble des dispositions de la présente Convention.

3. Le terme "dividendes" employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus soumis au régime des distributions par la

législation fiscale de l'Etat dont la société distributrice est un résident.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat, exerce dans l'autre Etat dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ces cas, les dispositions de l'article 6 ou de l'article 12 sont applicables.

#### ARTICLE 9 REVENUS DE CREANCES

1. Les revenus de créances provenant d'un Etat et payés à un résident de l'autre Etat ne sont imposables que dans cet autre Etat.

2. L'expression "revenus de créances" employée dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres.

3. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des revenus de créances, résident d'un Etat, exerce dans l'autre Etat d'où proviennent les revenus, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est

situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des revenus s'y rattache effectivement. Dans ces cas, les dispositions de l'article 6 ou de l'article 12 sont applicables.

## ARTICLE 10 REDEVANCES

1. Les redevances provenant d'un Etat et payées à un résident de l'autre Etat ne sont imposables que dans cet autre Etat.
  
2. Le terme "redevances" employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique, ou scientifique, y compris les films cinématographiques et les oeuvres enregistrées pour la radiodiffusion ou la télévision, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets ainsi que pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.
  
3. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des redevances, résident d'un Etat, exerce dans l'autre Etat d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ces cas, les

dispositions de l'article 6 ou de l'article 12 sont applicables.

## ARTICLE 11 GAINS EN CAPITAL

1. a) Les gains qu'un résident d'un Etat tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 5 et situés dans l'autre Etat sont imposables dans cet autre Etat.

b) Les gains provenant de l'aliénation d'actions, parts ou autres droits dans une société dont l'actif est constitué pour plus de 80 pour cent de biens immobiliers ou de droits portant sur de tels biens sont imposables dans l'Etat où ces biens immobiliers sont situés, lorsque, selon la législation de cet Etat, ces gains sont soumis au même régime fiscal que les gains provenant de l'aliénation de biens immobiliers. Pour l'application de cette disposition, ne sont pas pris en considération les biens immobiliers affectés par cette société à sa propre exploitation industrielle, commerciale ou agricole, ou à l'exercice par cette société d'une profession indépendante.

2. Les gains provenant de l'aliénation d'actions, parts ou droits -autres que les actions, parts ou droits visés au b du paragraphe 1 -qui font partie d'une participation substantielle dans une société sont imposables dans l'Etat dont la société est un résident. On considère qu'il existe une participation substantielle quand le cédant détient, directement ou indirectement, des actions, parts ou

droits dont le total donne droit à plus de 25 pour cent des bénéfices de la société.

3. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat a dans l'autre Etat, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat dispose dans l'autre Etat pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.

4. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2 et 3 ne sont imposables que dans l'Etat dont le cédant est un résident.

## ARTICLE 12 PROFESSIONS INDEPENDANTES

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que ce résident ne dispose de façon habituelle dans l'autre Etat d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. S'il dispose d'une telle base fixe, les revenus sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cette base fixe.

2. L'expression "profession libérale" comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les



activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

**ARTICLE 13**  
**PROFESSIONS DEPENDANTES**

1. Sous réserve des dispositions des articles 14, 15 et 16, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat ne sont imposables que dans le premier Etat si :

a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de l'année fiscale considérée, et

b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat, et

c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Sous réserve des dispositions des articles 15 et 16, et nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, les rémunérations qu'un professeur ou un chercheur qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans cet Etat, un résident de l'autre Etat et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y enseigner ou de s'y livrer à des recherches, reçoit au titre de ces activités ne sont imposables que dans l'autre Etat. Cette disposition s'applique pendant une période n'excédant pas 24 mois décomptés à partir de la date de la première arrivée du professeur ou du chercheur dans le premier Etat afin d'y enseigner ou de s'y livrer à des recherches.

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues par un résident d'un Etat, au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international, ne sont imposables que dans cet Etat.

#### ARTICLE 14

##### PENSIONS

1. Sous réserve des dispositions de l'article 15, les pensions et autres rémunérations similaires payées à un résident d'un Etat au titre d'un emploi antérieur ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les pensions et autres sommes payées en application de la législation sur la sécurité sociale d'un Etat sont imposables dans cet Etat.

**ARTICLE 15**  
**FONCTIONS PUBLIQUES**

1. Les rémunérations et pensions payées par un Etat ou l'une de ses collectivités territoriales, ou par l'une de leurs personnes morales de droit public, soit directement, soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat, collectivité, ou personne morale de droit public, ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Les dispositions des articles 13 et 14 s'appliquent aux rémunérations et pensions payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat ou l'une de ses collectivités territoriales ou par l'une de leurs personnes morales de droit public.

**ARTICLE 16**  
**ETUDIANTS**

1. Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat, un résident de l'autre Etat et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

2. Les rémunérations qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans

un Etat, un résident de l'autre Etat et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit au titre de services rendus dans le premier Etat, ne sont pas imposables dans le premier Etat à condition que ces services soient en rapport avec ses études ou sa formation ou que la rémunération de ces services soit nécessaire pour compléter les ressources dont il dispose pour son entretien.

## ARTICLE 17

### FORTUNE

1. La fortune constituée par des biens immobiliers visés à l'article 5, que possède un résident d'un Etat et qui sont situés dans l'autre Etat, est imposable dans cet autre Etat si la valeur de ces biens immobiliers est supérieure à la valeur globale des éléments suivants de la fortune possédée par ce résident :

- les actions (autres que celles visées au paragraphe 3) émises par une société qui est un résident de l'Etat dans lequel les biens immobiliers sont situés, à condition qu'elles soient inscrites à la cote d'un marché boursier réglementé de cet Etat, ou que cette société soit une société d'investissement agréée par les autorités publiques de cet Etat ;

- les créances sur l'Etat dans lequel les biens immobiliers sont situés, sur ses collectivités territoriales ou ses institutions publiques ou sociétés à capital public, ou sur une société qui est un résident de cet Etat et dont

les titres sont inscrits à la cote d'un marché boursier réglementé de cet Etat.

2. Pour l'application du paragraphe 1, les actions, parts ou autres droits dans une société dont les actifs sont constitués pour plus de 50 pour cent par des biens immobiliers situés dans un Etat, ou par des droits portant sur de tels biens immobiliers, sont considérés comme des biens immobiliers situés dans cet Etat. Toutefois, les biens immobiliers affectés par cette société à sa propre exploitation industrielle, commerciale ou agricole, ou affectés à l'exercice par cette société d'une profession indépendante, ne sont pas pris en considération pour la détermination du pourcentage ci-dessus. En outre, les actions de sociétés cotées et les titres des sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie ne sont pas considérés comme des biens immobiliers en ce qui concerne le présent paragraphe, quelle que soit la composition des actifs de ces sociétés.

3. La fortune constituée par des actions, parts ou droits faisant partie d'une participation substantielle dans une société -autre qu'une société visée au paragraphe 2- qui est un résident d'un Etat est imposable dans cet Etat. On considère qu'une personne détient une participation substantielle lorsqu'elle possède directement ou indirectement, seule ou avec des personnes apparentées, des actions, parts ou droits dont le total donne droit à plus de 25 pour cent des bénéfices de cette société.

4. Sous réserve des paragraphes 1 et 3, la fortune possédée par un résident d'un Etat n'est imposable que dans cet Etat.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes précédents du présent article, pour l'imposition, au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune visé au paragraphe 1 de l'article 2, d'une personne physique qui est un résident de France et un citoyen du Qatar sans avoir la nationalité française, les biens situés hors de France que cette personne possède au 1er janvier de chacune des cinq années suivant l'année civile au cours de laquelle elle devient un résident de France n'entrent pas dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune afférent à chacune de ces cinq années.

6. Si après la signature de la présente Convention, en vertu d'une convention ou accord, ou d'un avenant à une convention ou accord, entre la France et un Etat tiers qui est membre du Conseil de Coopération des Etats arabes du Golfe, la France accorde, en ce qui concerne les dispositions du présent article, un régime plus favorable que celui qui est accordé au Qatar en vertu de la présente Convention, le même régime favorable s'appliquera automatiquement dans le cadre de la présente Convention à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention, accord ou avenant français en cause.

## ARTICLE 18 SUCCESSIONS

1. Les biens immobiliers ne sont soumis à l'impôt sur les successions que dans l'Etat où ils sont situés.

2. Les biens meubles corporels ou incorporels effectivement rattachés à l'exercice, dans un Etat, d'une

activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé ou d'une profession indépendante par l'intermédiaire d'une base fixe qui y est située ne sont soumis à l'impôt sur les successions que dans cet Etat.

3. Les biens meubles corporels et incorporels (y compris les titres, dépôts et autres biens similaires) auxquels les dispositions du paragraphe 2 ne sont pas applicables ne sont soumis à l'impôt sur les successions que dans l'Etat dont le défunt était un résident au moment du décès.

#### ARTICLE 19

#### DISPOSITIONS SPECIFIQUES

1. Les placements d'un Etat dans l'autre Etat (y compris ceux de la Banque Centrale et des institutions publiques) et les revenus tirés de ces placements (y compris les gains tirés de leur aliénation) sont exonérés d'impôt dans cet autre Etat. Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas aux biens immobiliers ni aux revenus tirés de ces biens immobiliers.

2. Les personnes physiques qui sont des résidents du Qatar et qui disposent d'une ou plusieurs habitations pour leur usage privé en France sans y avoir leur domicile fiscal au sens de la législation française sont exonérées de l'impôt sur le revenu établi sur la base de la valeur locative de cette ou de ces habitations.

3. Rien dans la présente Convention n'empêche l'application d'un régime fiscal plus favorable qui pourrait

être prévu par la législation interne française en vigueur pour les investissements publics étrangers.

4. Si une personne qui est un résident d'un Etat au sens de la législation interne de cet Etat est considérée comme un résident de l'autre Etat sur le fondement du critère de nationalité prévu au paragraphe 2.c de l'article 4, le premier Etat peut refuser à cette personne les exonérations ou réductions d'impôts prévues par la Convention pour les résidents de l'autre Etat, mais traite néanmoins cette personne comme un non-résident pour l'application de sa législation interne.

## ARTICLE 20

### ELIMINATION DES DOUBLES IMPOSITIONS

1. En ce qui concerne la France, les doubles impositions sont évitées de la manière suivante :

a) Les revenus qui proviennent du Qatar et qui sont imposables ou ne sont imposables que dans cet Etat conformément aux dispositions de la présente Convention, sont pris en compte pour le calcul de l'impôt français lorsque leur bénéficiaire est un résident de France et qu'ils ne sont pas exemptés de l'impôt sur les sociétés en application de la législation française. Dans ce cas, l'impôt payé au Qatar n'est pas déductible de ces revenus mais le bénéficiaire a droit à un crédit d'impôt imputable sur l'impôt français. Ce crédit d'impôt est égal :

(i) pour les bénéfices ou revenus visés à l'article 6, au paragraphe 2 de l'article 11, et à l'article



12, au montant de l'impôt payé au Qatar, conformément aux dispositions de ces articles ; il ne peut toutefois excéder le montant de l'impôt français correspondant à ces revenus ;

(ii) pour tous les autres revenus, au montant de l'impôt français correspondant à ces revenus.

b) Lorsqu'une personne qui est un résident du Qatar est fiscalement domiciliée en France au sens du droit interne français ou est une filiale contrôlée directement ou indirectement à plus de 50 % par une société dont le siège est en France, les revenus de cette personne sont imposables en France nonobstant toute autre disposition de la Convention. Dans ce cas, la France impute sur l'impôt afférent à ces revenus, dans les conditions prévues au a (i), le montant de l'impôt payé au Qatar conformément aux dispositions de la Convention. Les dispositions du b ne sont pas applicables aux personnes physiques qui sont des citoyens du Qatar.

c) Un résident de France qui possède de la fortune imposable au Qatar conformément aux dispositions des paragraphes 1, 2, et 3 de l'article 17 est également imposable en France à raison de cette fortune. L'impôt français est calculé sous déduction d'un crédit d'impôt égal au montant de l'impôt payé au Qatar sur cette fortune. Ce crédit ne peut toutefois excéder l'impôt français correspondant à cette fortune.

d) Nonobstant les dispositions de l'article 18, l'impôt français sur les successions applicable aux biens compris dans la succession d'un résident de France est

calculé, sur les biens imposables en France en vertu de la Convention, au taux correspondant à l'ensemble des biens imposables d'après la législation interne française.

2. En ce qui concerne le Qatar, la double imposition est évitée par application des dispositions de la législation du Qatar.

3. Afin d'éviter les doubles exonérations, et notwithstanding les autres dispositions de la Convention, chaque Etat impose conformément à sa législation interne les revenus, autres que les dividendes, dont l'imposition est attribuée à l'autre Etat par la Convention, mais qui ne sont pas inclus dans la base de l'impôt dans cet autre Etat. Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas :

- aux Etats, à leurs collectivités territoriales et aux institutions publiques majoritairement détenues par ces Etats ou collectivités ;

- aux citoyens du Qatar ;

- aux sociétés dont plus de 50 pour cent des actions, parts ou autres droits sont possédés directement ou indirectement par des citoyens du Qatar.

#### ARTICLE 21 PROCEDURE AMIABLE

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat ou par les deux Etats entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la

présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat dont elle est un résident. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats.

3. Les autorités compétentes des Etats s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.

4. Les autorités compétentes des Etats peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents. Si des échanges de vues oraux semblent devoir faciliter cet accord, ces échanges de vues peuvent avoir lieu au sein d'une commission composée de représentants des autorités compétentes des Etats.

5. Les autorités compétentes des Etats peuvent régler d'un commun accord les modalités d'application de la Conven-

tion et, notamment, les formalités que doivent accomplir les résidents d'un Etat pour obtenir, dans l'autre Etat, les réductions ou les exonérations d'impôt prévues par la Convention.

## ARTICLE 22

### FONCTIONNAIRES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques et leurs domestiques privés, les membres des postes consulaires, ainsi que les membres des délégations permanentes auprès d'organisations internationales en vertu soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

## ARTICLE 23

### CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL

1. La présente Convention s'applique :

a) en ce qui concerne la France, aux départements européens et d'outre-mer de la République française y compris la mer territoriale et au-delà de celle-ci aux zones sur lesquelles, en conformité avec le droit international, la République française a des droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources des fonds marins et de leur sous-sol, et des eaux surjacentes ;

b) en ce qui concerne le Qatar, au territoire de l'Etat du Qatar et aux îles lui appartenant, y compris la mer territoriale et au-delà de celle-ci aux zones sur les-

quelles, en conformité avec le droit international, l'Etat du Qatar a des droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources des fonds marins et de leur sous-sol, et des eaux surjacentes.

2. La Convention peut être étendue, telle quelle ou avec les modifications nécessaires, aux territoires d'outre-mer et aux autres collectivités territoriales de la République française, qui perçoivent des impôts de caractère analogue à ceux auxquels s'applique la Convention. Une telle extension prend effet à partir de la date et dans les conditions qui sont fixées d'un commun accord entre les Etats par échange de notes diplomatiques ou selon toute autre procédure, en conformité avec leurs dispositions constitutionnelles. Cet accord prévoit également les modifications nécessaires à la Convention et les conditions de son application aux territoires ou autres collectivités auxquels elle est étendue.

3. A moins que les deux Etats n'en soient convenus autrement, la dénonciation de la Convention par l'un d'eux en vertu de l'article 24 mettra aussi fin, dans les conditions prévues à cet article, à l'application de la Convention à tout territoire ou autre collectivité auxquels elle a été étendue conformément au présent article.

#### ARTICLE 24

##### ENTREE EN VIGUEUR ET DENONCIATION

1. Chacun des deux Etats notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises en ce qui le concerne pour la mise en vigueur de la présente Convention.

Celle-ci entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le jour de réception de la dernière de ces notifications.

2. Les dispositions de la Convention s'appliqueront pour la première fois :

a) en ce qui concerne les impôts perçus par voie de retenue à la source, aux sommes mises en paiement à compter de la date de signature de la Convention ;

b) en ce qui concerne les autres impôts sur le revenu, aux revenus réalisés pendant l'année civile au cours de laquelle la Convention a été signée, ou afférents à l'exercice comptable ouvert au cours de cette année ;

c) en ce qui concerne l'imposition des successions, aux successions des personnes décédées à partir de la date de signature de la Convention ;

d) en ce qui concerne l'imposition de la fortune, à la fortune possédée au 1er janvier 1989 ;

e) en ce qui concerne la taxe professionnelle mentionnée à l'article 7, à la taxe établie au titre de l'année au cours de laquelle la Convention a été signée.

3. La Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée. Toutefois, chaque Etat pourra la dénoncer, par la voie diplomatique avec un préavis minimum de six mois, pour la fin de toute année civile postérieure à l'année 1995.

Dans ce cas, la Convention s'appliquera pour la dernière fois :

a) en ce qui concerne les impôts perçus par voie de retenue à la source, aux sommes mises en paiement au plus tard le 31 décembre de l'année civile pour la fin de laquelle la dénonciation aura été notifiée ;

b) en ce qui concerne les autres impôts sur le revenu, aux revenus réalisés pendant l'année civile pour la fin de laquelle la dénonciation aura été notifiée, ou afférents à l'exercice comptable clos au cours de cette année ;

c) en ce qui concerne les impôts sur les successions, aux successions des personnes décédées au plus tard le 31 décembre de l'année civile pour la fin de laquelle la dénonciation aura été notifiée ;

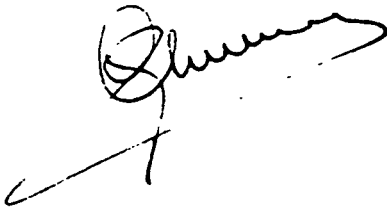
d) en ce qui concerne l'imposition de la fortune, à la fortune possédée au 1er janvier de l'année civile pour la fin de laquelle la dénonciation aura été notifiée ;

e) en ce qui concerne la taxe professionnelle, à la taxe établie au titre de l'année pour la fin de laquelle la dénonciation aura été notifiée.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

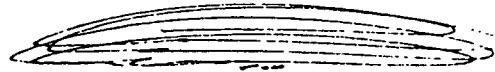
Fait à *Paris*....., le *4 décembre* 199*7* en double exemplaire, en langues française et arabe, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement  
de la République française :



MICHEL CHARASSE  
Ministre délégué chargé du Budget

Pour le Gouvernement  
de l'Etat du Qatar :



Cheikh MOHAMMED  
BIN KHALIFA AL THANI  
Secrétaire d'Etat aux Finances  
et au Pétrole



## تابع المادة (٢٤)

(د) بالنسبة للضريبة على الثروة ، على الثروة المملوكة في أول يناير من السنة الميلادية التي يتم فيها الإخطار بإنهاء الإتفاقية .  
(هـ) بالنسبة للضريبة المهنيّة، على الضريبة المفروضة والخاصة بالسنة التي يتم فيها الإخطار بإنهاء الإتفاقية .

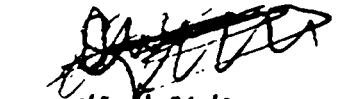
إشهاداً بذلك جرى توقيع هذه الإتفاقية من قبل الموقعين أدناه المخوكين قانوناً سلطة التوقيع .


في هذا اليوم من شهر من عام ١٩٩٠م

من نسختين باللغتين العربية والفرنسية وكلا النصين معتمدان.

عن حكومة دولة قطر

عن حكومة الجمهورية الفرنسية

  
محمد بن خليفة آل ثاني  
وكيل وزارة المالية والبتترول

  
ميشال شاراسي  
وزير مفوض لشؤون الميزانية

(ب) بالنسبة للضرائب الأخرى على الدخل ، على الدخل المتحققة خلال السنة الميلادية التي تم توقيع الإتفاقية فيها ، أو على الدخل المتعلقة بالفترة المحاسبية التي تبدأ خلال هذه السنة .

#### تابع المادة (٢٤)

(ج) بالنسبة للضريبة على الشركات ، على شركات الأشخاص المتوفين إعتباراً من تاريخ توقيع هذه الإتفاقية .

(د) بالنسبة للضريبة على الثروة ، على الثروة المملوكة في أول يناير ١٩٨٩ .

(هـ) بالنسبة للضريبة المهنية المشار إليها في المادة (٧) ، على الضريبة المفروضة والخاصة بسنة توقيع هذه الإتفاقية .

(٣) تظل هذه الإتفاقية سارية المفعول دون تحديد مدة زمنية لها . ومع ذلك يجوز لأي من الدولتين إنهاؤها عبر القنوات الدبلوماسية بتوجيه إشعار بذلك قبل ستة أشهر على الأقل من نهاية كل سنة ميلادية بعد سنة ١٩٩٥ ، وفي هذه الحالة ينتهي مفعول هذه الإتفاقية للمرة الأخيرة على النحو التالي :-

(أ) بالنسبة للضرائب المقتطعة عند المنبع ، على المبالغ المستحقة التي يجب دفعها في ٣١ ديسمبر على الأكثر من السنة الميلادية التي يتم فيها الإخطار بإنهاء الإتفاقية .

(ب) بالنسبة للضرائب الأخرى على الدخل ، على الدخل المتحققة خلال السنة الميلادية التي يتم فيها الإخطار بإنهاء الإتفاقية ، أو في الفترة المحاسبية التي تنتهي خلال هذه السنة .

(ج) بالنسبة للضرائب على الشركات ، على شركات الأشخاص المتوفين في تاريخ ٣١ ديسمبر على الأكثر من السنة الميلادية التي يتم فيها الإخطار بإنهاء الإتفاقية .

(٢) يجوز أن تمتد هذه الإتفاقيّة ، إما بكاملها أو مع أية تعديلات ضرورية لتشمل الأقاليم من الجمهورية الفرنسية فيما وراء البحار والتي تفرض ضرائب من طبيعة مشابهة لتلك التي تطبّقها هذه الإتفاقيّة . وأي إمتداد من هذا القبيل يسري من التاريخ المحدّد بموجب إتفاق متبادل بين الدولتين عن طريق مذكرات دبلوماسية يتم تبادلها بالطرق الدبلوماسية أو بأي طريقة أخرى تتفق وإجراءاتهم الدستورية . ويعالج هذا الإتفاق التعديلات الضرورية في الإتفاقيّة وأحكام تطبيقتها على الأراضي والسلطات الأخرى التي جرى إمتدادها إليها .

#### تابع المادة (٢٣)

(٣) ما لم يتم الإتفاق بين الدولتين على خلاف ذلك فإن إنهاء الإتفاقيّة من قبل إحدهما وفقاً للمادة (٢٤) سوف ينهى أيضاً بالطريقة المنصوص عليها في تلك المادة تطبيق الإتفاقيّة على أي إقليم جرى إمتدادها إليه بموجب هذه المادة .

#### المادة (٢٤)

#### نفاذ الإتفاقيّة وإنهاؤها

(١) تقوم كل دولة بإشعار الدولة الأخرى بإتمام الإجراءات المطلوبة من أجل دخول هذه الإتفاقيّة حيّز التنفيذ . وتدخّل الإتفاقيّة حيّز التنفيذ في اليوم الأول من الشهر الثاني الذي يلي يوم إستلام آخر إشعار .

(٢) تطبّق أحكام هذه الإتفاقيّة للمرّة الأولى :  
(أ) بالنسبة للضرائب المقتطعة عند المنبع ، على المبالغ التي يجب دفعها إعتباراً من تاريخ توقيع هذه الإتفاقيّة .

الدولة القيام بها ، ليحصلوا في الدولة الأخرى على التخفيضات أو الإعفاءات الضريبية التي أوردتها الإتفاقية .

#### المادة (٢٢)

#### الموظفون الدبلوماسيون والقنصليون

لا تتضمن هذه الإتفاقية ما يمس الإمتيازات الضريبية المقررة لأعضاء البعثات الدبلوماسية وشؤونهم العائلية الخاصة، أو لأعضاء البعثات القنصلية، أو لأعضاء البعثات الدائمة لدى المنظمات الدولية ، بمقتضى القواعد العامة للقانون الدولي أو بمقتضى أحكام لإتفاقيات خاصة .

#### المادة (٢٣)

#### النطاق الإقليمي للإتفاقية

(١) تطبّق هذه الإتفاقية على ما يلي :

(أ) في حالة قطر : على اليابسة ، وعلى الجزر التي تشكل جزءاً من الدولة بما في ذلك المياه الإقليمية ، وعلى أية مساحات خارجها يكون لدولة قطر عليها وفقاً لأحكام القانون الدولي حقوق السيادة بغرض إكتشاف أو إستغلال مصادر قاع البحر وباطن القاع والمياه السطحية .

(ب) في حالة فرنسا : على إدارات الجمهورية الفرنسية الأوروبية وما وراء البحار بما في ذلك المياه الإقليمية ، وعلى أية مساحة خارج المياه الإقليمية لهذه الإدارات يكون للجمهورية الفرنسية عليها بمقتضى أحكام القانون الدولي، حقوق سيادة بغرض إكتشاف أو إستغلال ثروات قاع البحر وباطن القاع والمياه السطحية .

الدولة التي يقيم فيها . ويجب أن تقدّم القضية خلال ثلاث سنوات من تاريخ أول إخطار له بالإجراء الذي تمّ فيه فرض الضريبة عليه بما لا يتفق وأحكام هذه الإتفاقية .

(٢) إذا تبين للسلطة المختصة أن الأعتراض له ما يبرّره ولم تستطع الوصول الى حل مرض للموضوع ، عليها أن تحاول حل القضية بالإتفاق الودي المتبادل مع السلطات المختصة في الدولة الأخرى ، تجنباً لفرض ضريبة لا تتفق مع أحكام الإتفاقية . ويطبّق الإتفاق بالرغم من أية قيود زمنية في القوانين المحلية للدولتين .

(٣) تحاول السلطات المختصة في الدولتين بالإتفاق الودي حل الصعوبات وتبديد الشكوك الناشئة عن تفسير أو تطبيق الإتفاقية ، ويجوز لهما أيضاً أن يتشاورا معاً لإزالة أي إزدواج ضريبي في الحالات غير المنصوص عليها في الإتفاقية .

#### تابع المادة (٢١)

(٤) يجوز للسلطات المختصة في الدولتين إجراء الإتصال المباشر فيما بينهما بغرض التوصل الى إتفاق حسبما هو موضّح بالفقرات السابقة ، فإذا تبين أنه من الأصوب الوصول الى إتفاق أن يتبادلا الآراء شفهيّاً ، فيتم ذلك من خلال لجنة تشكل من ممثلين للسلطات المختصة في الدولتين .

(٥) يجوز للسلطات المختصة في الدولتين أن تقرّر بالإتفاق المتبادل طريقة تطبيق الإتفاقية وبوجه خاص الإجراءات التي يجب على المقيمين في

الخاضعة للضريبة في فرنسا وفقاً لهذه الإتفاقية وبالنسبة المطبقة على مجموع الأموال الخاضعة للضريبة وفقاً للقوانين الداخلية الفرنسية .

(٢) بالنسبة لقطر ، يتم تفادي الإزدواج الضريبي بمقتضى أحكام القوانين القطرية .

(٣) لغرض تفادي إزدواج الإعفاءات الضريبية ، ومع عدم الإخلال بالأحكام الأخرى لهذه الإتفاقية ، تفرض كل دولة وفقاً لقوانينها الداخلية ضريبة على أي دخل ، مطابقة للنظام الضريبي الممنوح للدولة الأخرى ، بخلاف أرباح الأسهم ، ما لم يكن الأساس الضريبي لهذه الدولة الأخرى متضمناً لهذا الدخل . ولا تنطبق أحكام هذه الفقرة على :

- الدول ، وسلطاتها المحلية ومؤسساتها المملوكة في أغليبتها لها .
- المواطنين القطريين .
- الشركات التي يمتلك أكثر من ٥٠٪ (خمسين بالمائة) من أسهمها أو حصصها أو غيرها من الحقوق ، مواطنون قطريون ، مباشرة أو بطريق غير مباشر .

#### المادة (٢١)

#### الإجراءات الوديّة

(١) إذا اعتبر شخص أن تصرفات إحدى الدولتين أو كليهما نجم أو سوف ينجم عنها خضوعه للضرائب بما لا يتفق مع أحكام هذه الإتفاقية ، فيجوز له بصرف النظر عن التدابير المنصوص عليها في القوانين المحلية للدولتين لمعالجة الموضوع ، أن يتقدّم بقضيته الى السلطة المختصة في

## تابع المادة (٢٠)

(ب) عندما يكون لشخص مقيم في قطر موطن ضريبي في فرنسا وفقاً للقوانين الداخلية الفرنسية ، أو يكون فرعاً تسيطر عليه أكثر من ٥٠٪ (خمسين بالمائة) منه مباشرة أو بطريق غير مباشر شركة يقع مقر إدارتها في فرنسا ، فإن دخل هذا الشخص يخضع للضريبة في فرنسا بالرغم من أي أحكام أخرى من هذه الإتفاقية. وفي هذه الحالة ، تستقطع فرنسا من الضريبة على الدخل ، حسب الشروط المنصوص عليها في الفقرة (أ/١) من هذه المادة ، مبلغ الضريبة المدفوع في قطر وفقاً لأحكام هذه الإتفاقية . ولا تنطبق أحكام هذه الفقرة (ب) من هذه المادة على الأشخاص الطبيعيين الذين هم من مواطني قطر .

(ج) المقيم في فرنسا الذي يملك ثروة خاضعة للضريبة في قطر وفقاً لأحكام الفقرات (١) و (٢) و (٣) من المادة (١٧) يخضع أيضاً للضريبة في فرنسا عن هذه الثروة . وتحتسب الضريبة الفرنسية باقتطاع رصيد ضريبي دائن مساو لمبلغ الضريبة المدفوع في قطر على هذه الثروة . ومع ذلك لا يجوز أن يزيد هذا الرصيد الضريبي الدائن على الضريبة الفرنسية على هذه الثروة .

## تابع المادة (٢٠)

(د) مع عدم الإخلال بأحكام المادة (١٨) ، فإن الضريبة الفرنسية المفروضة على شركة مقيم في فرنسا ، تحتسب على أساس الأموال

الأولى تعتبر هذا الشخص في حكم غير المقيم بالنسبة لتطبيق قوانينها الداخلية .

### المادة (٢٠)

### الغاء الإزدواج الضريبي

(١) بالنسبة لفرنسا ، يتم تفادي الإزدواج الضريبي بالشكل التالي :-  
 (أ) الدخل الناشئ في قطر والخاضع أو غير الخاضع للضريبة في هذه الدولة طبقاً لأحكام هذه الإتفاقية ، يؤخذ في الإعتبار عند إحساب الضريبة الفرنسية إذا كان المستفيد منه مقيماً في فرنسا ولم يكن هذا الدخل معفياً من الضريبة على الشركات وفقاً للقانون الفرنسي. وفي هذه الحالة ، لا تخصم الضريبة المدفوعة في قطر من هذا الدخل، وإنما يكون للمستفيد الحق في رصيد ضريبي دائن يحتسب بالنسبة للضريبة الفرنسية التي تتضمن في أساسها هذا الدخل . ويكون ذلك الرصيد الضريبي الدائن معادلاً :

(١) فيما يخص الأرباح أو الدخل المشار اليه في المادة (٦) ، في المادة (١١) الفقرة (٢) وفي المادة (١٢) ، لمبلغ الضريبة المدفوع في قطر وفقاً لأحكام هذه المواد ، ولا يمكن لهذا الرصيد أن يتجاوز الضريبة الفرنسية التي تفرض على هذا الدخل .

(٢) فيما يخص الدخول الأخرى ، لمبلغ الضريبة الفرنسية المتعلقة بهذه الدخول .



- (٣) الأموال المنقولة المادية وغير المادية ( بما في ذلك الأوراق المالية والودائع وغيرها من الأموال الماثلة الأخرى) التي لا تنطبق عليها أحكام الفقرة (٢) من هذه المادة ، تخضع للضريبة على التركات فقط في الدولة التي كان يقيم فيها الشخص المتوفى عند وفاته .

### المادة (١٩)

### أحكام خاصة

- (١) الإستثمارات الحكومية (بما في ذلك تلك الخاصة بالبنك المركزي والكيانات المملوكة كلياً للدولة) لدولة في الدولة الأخرى ، والدخل المتحقق من مثل هذه الإستثمارات (بما في ذلك الأرباح الناتجة عن نقل ملكيتها) ، تعفى من الضريبة في تلك الدولة الأخرى . ولا تنطبق أحكام هذه الفقرة على الأموال الثابتة أو الدخل المتحقق منها .
- (٢) الأفراد المقيمون في قطر الذين يملكون مسكناً أو أكثر لإستعمالهم الخاص في فرنسا دون أن يكون لهم فيها محل إقامة ضريبي وفقاً للقانون الفرنسي ، يعفون من الضريبة على الدخل المحتسبة على أساس القيمة الإيجارية لهذا المسكن أو لهذه المساكن .
- (٣) ليس في هذه الإتفاقية ما يحول دون تطبيق نظام ضريبي أفضل بخصوص الإستثمارات العامة الأجنبية والذي يمكن أن ينص عليه القانون الضريبي الفرنسي .
- (٤) إذا أعتبر شخص مقيم في دولة بموجب القوانين الداخليّة لهذه الدولة ، مقيماً في الدولة الأخرى وفقاً لمعيار الجنسية الذي تنص عليه المادة (٤/٢/ج) من هذه الإتفاقية ، يمكن للدولة الأولى أن ترفض منح هذا الشخص الإعفاءات أو التخفيضات الضريبية التي تنص عليها هذه الإتفاقية لصالح المقيمين في الدولة الأخرى . ومع ذلك فإن الدولة

الإتفاقيّة ، على مواطن قطري مقيم في فرنسا دون أن يكون حاملاً للجنسية الفرنسية ، فإن الثروة التي يملكها هذا الشخص الواقعة خارج فرنسا ، في بداية شهر يناير من كل عام من الأعوام الخمسة التي تلي العام الذي يصبح فيه هذا الشخص مقيماً في فرنسا ، لا تدخل في وعاء ضريبة التضامن على الثروات خلال أي من هذه الأعوام الخمسة .

#### تابع المادة (١٧)

(٦) إذا منحت فرنسا بعد توقيع هذه الإتفاقيّة ، بموجب إتفاقيّة أو إتفاق، أو ملحق لإتفاقيّة أو لإتفاق بينها وبين دولة أخرى عضو في مجلس التعاون لدول الخليج العربية ، معاملة أفضل مما قرّرت أحكام هذه المادة من مزايا منحت لدولة قطر عملاً بأحكام هذه الإتفاقيّة ، فإن المعاملة نفسها تنطبق تلقائياً على دولة قطر من تاريخ توقيع تلك الإتفاقيّة أو ذلك الإتفاق أو ملحق الإتفاقيّة أو الإتفاق .

#### المادة (١٨)

#### التركّات والموارث

(١) تخضع الأموال الثابتة للضريبة على التركّات في الدولة التي تقع فيها فقط .

(٢) الأموال المنقولة المادية وغير المادية المتصلة فعلياً بممارسة نشاط صناعي أو تجاري أو مهنة حرّة في دولة من خلال منشأة ثابتة أو مقر ثابت تقع في هذه الدولة ، تخضع للضريبة على التركّات في تلك الدولة .

(٢) لأغراض الفقرة (١) المشار إليها ، الأسهم والحصص والحقوق الأخرى في شركة تتكوّن موجوداتها من أكثر من ٥٠٪ (خمسین بالمائة) من الأموال الثابتة والحقوق المتصلة بهذه الأموال ، الواقعة في دولة ، تعتبر أموالاً ثابتة في هذه الدولة . ولا تؤخذ في الإعتبار الأموال الثابتة المخصصة من قبل هذه الشركة لإستغلالها الخاص الصناعي أو التجاري أو الزراعي أو لمباشرة مهنة حرّة ، في تحديد النسبة المشار إليها . ولا تعتبر أسهم

### تابع المادة (١٧)

الشركات المتداولة و الحصص المملوكة في شركات عقارية للتجارة والصناعة أموالاً ثابتة ، وفقاً لأحكام هذه الفقرة ، بغض النظر عن مكونات موجودات هذه الشركات .

(٣) الثروة التي تتكوّن من أسهم وحصص وحقوق تشكل مشاركة جوهرية في شركة ( غير تلك المذكورة في الفقرة (٢) ) مقيمة في دولة ، تخضع للضريبة في هذه الدولة . ويعتبر الشخص مشاركاً مشاركة جوهرية حين يملك منفرداً أو مع أشخاص من عائلته ، مباشرة أو بطريق غير مباشر، أسهماً وحصصاً وحقوقاً في شركة تعطيه الحق في الحصول على أكثر من ٢٥٪ من أرباح تلك الشركة.

(٤) مع مراعاة أحكام الفقرتين (١) و (٣) من هذه المادة ، تخضع الثروة التي يملكها مقيم في دولة للضريبة في هذه الدولة فقط .

(٥) مع عدم الإخلال بأحكام الفقرات السابقة لهذه المادة ، ولأغراض تطبيق الضريبة على الثروة في فرنسا المشار إليها في المادة (١/٢) من هذه

### تابع المادة (١٦)

(٢) الطالب أو المتدرّب على عمل ، المقيم أو الذي كان مقيماً في الدولة الأخرى قبل قدومه الى الدولة مباشرة ، وكان الغرض الوحيد من حضوره اليها هو متابعة تعليمه أو تدريبه ، تكون المكافآت التي يحصل عليها عن خدمات أداها في هذه الدولة الموفد اليها ، غير خاضعة للضريبة في الدولة الأولى بشرط أن تكون الخدمات متصلة بتعليمه أو تدريبه أو أن تكون الأتعاب عن تلك الخدمات ضرورية لإستكمال المصادر المتاحة له لإعالتة .

### المادة (١٧)

#### الثروة

(١) الثروة التي تتكوّن من الأموال الثابتة المشار اليها في المادة (٥) التي يملكها مقيم في دولة وتقع في الدولة الأخرى ، تخضع للضريبة في الدولة الأخرى إذا كانت قيمة هذه الأموال الثابتة تفوق قيمة العناصر التالية التي تتكوّن منها ثروة هذا المقيم :

- الأسهم (غير تلك المذكورة في الفقرة (٣)) من هذه المادة في شركة مقيمة في الدولة التي تقع فيها الأموال الثابتة ، بشرط أن تكون هذه الأسهم متداولة في السوق المالية (البورصة) الرسمية لتلك الدولة ، أو أن تكون هذه الشركة شركة إستثمار حائزة على ترخيص من قبل السلطات العامة لتلك الدولة .
- الديون على الدولة التي تقع فيها الأموال الثابتة أو على سلطاتها المحلية أو على مؤسساتها العامة أو على شركات القطاع العام فيها أو على شركة مقيمة فيها ، تكون أسهمها متداولة في السوق المالية (البورصة) الرسمية التابعة لهذه الدولة .

## المادة (١٥) الوظائف العامّة

(١) المكافآت ومعاشات التقاعد المدفوعة مباشرة أو من صناديق أسستها دولة أو سلطة محليةّ فيها أو شخص إعتباري من أشخاص القانون العام في تلك الدولة ، لشخص طبيعي نظير خدمات قدمها لتلك الدولة أو السلطة أو الشخص الإعتباري بموجب القانون العام ، لاتخضع للضريبة الا في تلك الدولة .

(٢) تنطبق أحكام المادتين (١٣) و (١٤) على المكافآت ومعاشات التقاعد التي يتم دفعها لقاء خدمات متصلة بنشاط صناعي أو تجاري تمارسه دولة أو احدى سلطاتها المحلية أو أحد أشخاصها الإعتباريين من القانون العام.

## المادة (١٦) الطلاب

(١) الطالب أو المتدرّب على عمل ، المقيم أو الذي كان مقيماً في الدولة الأخرى قبل قدومه الى الدولة مباشرة ، ويكون الغرض الوحيد من حضوره اليها هو التعليم أو التدريب ، تكون المبالغ المدفوعة لأغراض إعاشته أو تدريبه غير خاضعة للضريبة في تلك الدولة ، شريطة أن تكون تلك المبالغ ناشئة عن مصادر خارجها .

لأغراض التعليم أو الإعداد لبحث ، فإن المكافآت التي يحصل عليها من جراء هذه النشاطات لا تخضع للضريبة الا في الدولة الأخرى . ويطبق هذا الحكم لمدة لا تتجاوز ٢٤ شهراً من تاريخ أول حضور للمعلم أو الباحث الى الدولة الأولى المذكورة لأغراض التعليم أو الإعداد للبحث .

### تابع المادة (١٣)

(٤) مع عدم الإخلال بالأحكام السابقة فإن المكافآت التي يحصل عليها مقيم في دولة من وظيفة تمت ممارستها على ظهر سفينة أو طائرة مستخدمة في النقل الدولي ، لا تخضع للضريبة الا في تلك الدولة .

### المادة (١٤)

#### معاشات التقاعد

(١) مع مراعاة أحكام المادة (١٥) ، فإن معاشات التقاعد وغيرها من المكافآت المشابهة التي يتم دفعها الى مقيم في دولة من جراء وظيفة سابقة ، لا تخضع للضريبة الا في تلك الدولة .

(٢) مع عدم الإخلال بأحكام الفقرة (١) من هذه المادة ، فإن معاشات التقاعد وغيرها من المبالغ التي يتم دفعها طبقاً للتشريعات الخاصة بالتأمين الإجتماعي التابع لدولة ، لا تخضع للضريبة الا في تلك الدولة .

## المادة (١٣) المهن التابعة

(١) مع مراعاة أحكام المواد (١٤) و (١٥) و (١٦) من هذه الإتفاقية تكون الرواتب والأجور وغيرها من المكافآت المشابهة ، التي يحصل عليها مقيم في دولة من وظيفة ، خاضعة للضريبة في تلك الدولة فقط ، ما لم تكن الوظيفة تقام في الدولة الأخرى . فإذا تمت ممارستها فيها ، فتخضع هذه المبالغ للضريبة في تلك الدولة الأخرى .

### تابع المادة (١٣)

(٢) مع عدم الإخلال بأحكام الفقرة (١) ، تكون المكافآت التي يحصل عليها مقيم في دولة من وظيفة يمارسها في الدولة الأخرى خاضعة للضريبة فقط في الدولة الأولى المذكورة ، في الحالات الآتية :

(أ) إذا كان المستفيد موجوداً في الدولة الأخرى لمدة أو لمدد لا تتجاوز في مجموعها ١٨٣ يوماً في السنة المالية المعنية .

(ب) وإذا كانت المكافآت قد دفعت من قبل أو نيابة عن ربّ عمل غير مقيم في الدولة الأخرى .

(ج) وإذا كانت الأتعاب غير مدفوعة من منشأة ثابتة ، أو من مقر ثابت يملكه ربّ العمل في الدولة الأخرى .

(٣) مع مراعاة أحكام المادتين (١٥) و (١٦) ، وإستثناء من أحكام الفقرتين (١) و (٢) من هذه المادة ، فإن المكافآت التي يحصل عليها مقابل أعماله معلّم أو باحث موجود في دولة ومقيم أو كان مقيماً في دولة أخرى قبل قدومه مباشرة للدولة الأولى ، ويكون موجوداً فيها فقط

(٣) الأرباح المتحققة من نقل ملكية مال منقول يشكل جزءاً من موجودات منشأة ثابتة تابعة لمشروع دولة في الدولة الأخرى ، أو مال منقول متصل بمقر ثابت يملكه مقيم في دولة، في الدولة الأخرى من أجل ممارسة مهنة حرّة ، بما في ذلك الأرباح المتحققة من نقل ملكية هذه المنشأة الثابتة (بمفردها أو مع الشركة بكاملها) أو هذا المقر الثابت ، تخضع للضريبة في تلك الدولة الأخرى .

(٤) الأرباح الأخرى المتحققة من نقل ملكية أي أموال أخرى خلاف الأموال المنصوص عليها في الفقرات (١) و (٢) و (٣) تخضع للضريبة في الدولة التي يعتبر ناقل الملكية مقيماً فيها فقط .

#### المادة (١٢)

#### المهنة المستقلة

(١) الدخل الذي يحصل عليه مقيم في دولة من قيامه بخدمات مهنية أو بغير ذلك من الأنشطة ذات الصفة المستقلة ، يخضع للضريبة في تلك الدولة فقط ، ما لم يتوفّر له بصورة منتظمة مقر ثابت في الدولة الأخرى لغرض أداء أنشطته . فإذا توفّر له مثل هذا المقر الثابت ، يخضع ذلك القدر من الدخل الممكن نسبته الى هذا المقر الثابت .

(٢) تشمل عبارة «المهنة المستقلة» بوجه خاص النشاطات العلمية والأدبية والفنية والتربوية والتعليمية المستقلة ، وكذلك الأنشطة المستقلة للأطباء والمحامين والمهندسين والمعماريين و أطباء الأسنان والمحاسبين .



## المادة (١١) الأرباح الرأسمالية

- (١) (أ) الأرباح التي يحصل عليها مقيم في دولة من نقل ملكية مال ثابت حسبما ورد ذكره في المادة (٥) ، يقع في الدولة الأخرى ، تخضع للضريبة في تلك الدولة الأخرى .
- (ب) الأرباح المتحققة من نقل ملكية الأسهم أو الحقوق في شركة تتكوّن أكثر من ٨٠٪ من موجوداتها من مال ثابت أو حقوق على مال ثابت ، تخضع للضريبة في الدولة التي يقع فيها المال الثابت ، وحيث تكون مثل تلك الأرباح بمقتضى قانون تلك الدولة خاضعة لنفس النظام الضريبي الذي تخضع له الأرباح المتحققة من نقل ملكية مال ثابت . ولأغراض هذا الحكم ، لا يؤخذ في الإعتبار المال الثابت المتعلّق بنشاط صناعي أو تجاري أو زراعي خاص بتلك الشركة أو المتعلّق بممارسة مهنة حرّة .

### تابع المادة (١١)

- (٢) الأرباح المتحققة من نقل ملكية أسهم أو حصص أو حقوق غير تلك المذكورة في الفقرة (١/ب) المشار إليها والتي تشكل مشاركة جوهرية في رأس مال شركة ، تخضع للضريبة في الدولة التي تقيم فيها الشركة . وتعتبر المشاركة جوهرية عندما يملك ناقل الملكية مباشرة أو بطريق غير مباشر أسهماً وحقوقاً تعطيه مجتمعة الحق في الحصول على أكثر من ٢٥٪ ( خمسة وعشرين بالمائة ) من أرباح الشركة .

## المادة (١٠) الإتاوات

(١) الإتاوات التي تنشأ في دولة والتي يتم دفعها لمقيم في الدولة الأخرى تخضع للضريبة في الدولة الأخرى .

(٢) تعني عبارة «الإتاوات» المستعملة في هذه المادة ، المدفوعات من أي نوع كانت والتي يتم إستلامها لقاء إستعمال أو حق إستعمال أي حق طبع لعمل أدبي ، فني أو علمي ، بما في ذلك الأفلام السينمائية والأعمال المسجلة للإذاعة أو التلفزيون وأي حقوق براءة إختراع ، أو علامة صناعية أو تجارية أو تصميم أو نموذج أو خطة أو صيغة أو معادلة سرية ، أو معلومات متعلقة بخبرة مكتسبة في المجال الصناعي أو التجاري أو العلمي .

### تابع المادة (١٠)

(٣) لا تنطبق أحكام المادة (١) إذا كان المستفيد من الإتاوات مقيماً في دولة ويمارس في الدولة الأخرى المتحققة فيها هذه الإتاوات ، نشاطاً صناعياً أو تجارياً من خلال منشأة ثابتة تقع في الدولة الأخرى ، أو مهنة مستقلة عبر مقر ثابت فيها وكان الحق أو المال المتولدة عنه الإتاوات متصلاً فعلياً بهذه المنشأة الثابتة أو المقر الثابت . وفي هذه الأحوال ، تطبق أحكام المادة (٦) والمادة (١٢) .

الأخرى ، أو إذا كانت المساهمة الناجمة عنها أرباح الأسهم متصلة فعلياً  
بمثل هذه المنشأة الثابتة أو يمثل هذا المقرّ الثابت . وفي هذه الأحوال ،  
تطبّق أحكام المادة (٦) أو المادة (١٢) .

### المادة (٩)

### الدخل من الديون

(١) يخضع الدخل الناجم عن الديون في دولة والمدفوع الى مقيم في الدولة  
الأخرى ، للضريبة في الدولة الأخرى فقط .

(٢) تعني عبارة «الدخل الناجم عن الديون» المستخدمة في هذه المادة الدخل  
الناجم عن الديون أيّاً كانت طبيعتها ، سواء كان مؤمناً عليه برهن أم لا ،  
وسواء إنطوى على حق المشاركة في أرباح المدين أم لا ، وعلى وجه  
الخصوص إذا كان الدخل ناشئاً من أموال عامة وسندات حكومية بما في  
ذلك المكافآت والجوائز المرتبطة بمثل هذه الصكوك .

### تابع المادة (٩)

(٣) لا تنطبق أحكام الفقرة (١) إذا كان المستفيد من الدخل الناجم عن الديون  
مقيماً في دولة ويمارس في الدولة الأخرى المتحقّق فيها هذا الدخل ،  
نشاطاً صناعياً أو تجارياً من خلال منشأة ثابتة تقع في هذه الدولة الأخرى  
أو مهنة حرة عبر مقرّ ثابت يقع فيها ، أو إذا كانت الديون الناجم عنها  
الدخل المتحقّق متصلة فعلياً بهذه المنشأة الدائمة أو هذا المقرّ الثابت .  
وفي هذه الأحوال ، تطبّق أحكام المادة (٦) والمادة (١٢) .

## المادة (٨) أرباح الأسهم

- (١) تخضع الأرباح الموزعة عن الأسهم التي تدفعها شركة في دولة الى مقيم في الدولة الأخرى للضريبة في الدولة الأخرى فقط .
- (٢) للمقيم في قطر الذي يتسلم أرباحاً لأسهم تدفعها شركة مقيمة في فرنسا، الحق في أن يسترد المدفوعات السابق إقتطاعها والخاصة بتلك الأرباح في حالة قيام الشركة بإقتطاعها وتعتبر القيمة الإجمالية للمدفوعات السابق إقتطاعها والمستردة في حكم أرباح الأسهم لأغراض تطبيق أحكام هذه الإتفاقية .
- (٣) تعني عبارة « أرباح الأسهم » في تطبيق هذه المادة الدخل الناتج عن الأسهم أو عن أسهم أو أذونات تمتع، أو عن حصص مناجم ، أو عن حصص مؤسسين أو عن أية حصص أخرى على ألا تكون ديناً مطالباً به، أو مشاركة في الأرباح أو دخلاً من حقوق مشاركة أخرى تكون خاضعة لنفس المعاملة الضريبية بصفة دخل من أسهم وفقاً لقوانين الدولة التي تقيم فيها الشركة الموزعة .

### تابع المادة (٨)

- (٤) لا تنطبق أحكام الفقرتين (١) و (٢) إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم مقيماً في دولة ويمارس في الدولة الأخرى حيث مقر إقامة الشركة التي دفعت أرباح الأسهم ، نشاطاً صناعياً أو تجارياً من خلال منشأة ثابتة تقع في الدولة الأخرى ، أو يعمل بمهنة حرة من خلال مقر ثابت في الدولة

(٢) الأرباح التي يحققها مشروع فرنسي من عملية النقل الدولي بالسفن أو بالطائرات ، بما في ذلك أي دخل تبقي لهذه العملية ، يكون معفيًا في قطر من الضرائب المشار إليها في المادة (٢) ، بما في ذلك أي ضريبة مشابهة للضريبة المهنية المحلّبة .

### تابع المادة (٧)

(٣) إستثناء من أحكام الفقرة (١/د) من المادة (٣) :  
 (أ) لأغراض الفقرة (١) والفقرة (٢) من هذه المادة ، تعني عبارة «مشروع قطري» شركة طيران الخليج طالما أن دولة قطر تملك حصة في هذه الشركة ، وأي مشروع آخر معيّن من قبل حكومة قطر . وتعني عبارة «مشروع فرنسي» أي مشروع معيّن من قبل حكومة فرنسا .

(ب) يتم تبادل قائمة المشروعات المعيّنة من قبل الحكومتين بخطابات ترسل بالطرق الدبلوماسية . ويجري تعديلها بذات الطرق .

(٤) إذا كان مقرّ الإدارة الفعلية لمشروع ملاحى على ظهر سفينة ، فإن هذا المقرّ يعتبر واقعاً في الدولة التي يقع فيها الميناء الرئيسي لتلك السفينة . فإذا لم يوجد مثل هذا الميناء الرئيسي ، فيعتبر واقعاً في الدولة التي يقيم فيها مستغل السفينة .

(٥) تنطبق الأحكام الواردة في الفقرات السابقة أيضاً على الأرباح الناشئة عن المشاركة في مجموعة أو في عملية مشتركة أو في وكالة أعمال دولية .

التي يقوم بها للمشروع . الا إذا كانت تلك الأنشطة محددة  
 بالأنشطة المشار اليها في الفقرة (د) والتي إذا ما تم مباشرتها  
 عن طريق الإنشاءات الثابتة للأعمال ، لن تضيف على هذه  
 الإنشاءات صفة « المنشأة الثابتة » طبقاً لنصوص الفقرة (د) .  
 (و) لا يعتبر أي مشروع في حكم المنشأة الثابتة في دولة لمجرد أنه  
 يمارس أعماله فيها من خلال سمسار ، أو وكيل عام، أو أي وكيل  
 آخر يتمتع بوضع مستقل ، على أن يعمل هؤلاء الأشخاص  
 ضمن الإطار العادي لأعمالهم .

#### تابع المادة (٦)

(ز) الشركة المقيمة في دولة وتسيطر أو تخضع لسيطرة شركة أخرى  
 مقيمة في الدولة الأخرى أو تمارس أعمالها فيها ( سواء عن طريق  
 منشأة ثابتة أو عن طريق آخر ) لن يكفي في حد ذاته لإضفاء  
 صفة المنشأة الثابتة على أي من الشركتين .

#### المادة (٧)

#### النقل البحري والجوي

(١) الأرباح التي يحققها مشروع قطري من عملية النقل الدولي بالسفن أو  
 بالطائرات ، بما في ذلك أي دخل تبقي لهذه العملية ، يكون معفيًا في  
 فرنسا من الضرائب المشار اليها في المادة (٢) . وإستثناء من أحكام  
 المادة (٢) ، لا تسري الضريبة المهنية المحلية على مثل هذا المشروع  
 بخصوص هذه العملية .

- (د) مع عدم الإخلال بأحكام الفقرات (أ) و(ب) و(ج) السابقة ، فإن مصطلح « المنشأة الثابتة » لا يشمل الحالات التالية :-
- (أ) إذا استخدمت الإنشاءات فقط لأغراض تخزين أو عرض أو تسليم البضائع المملوكة للمشروع .
- (ب) إذا كانت البضائع المملوكة للمشروع مودعة فقط لأغراض التخزين أو العرض أو التسليم .
- (ج) إذا كانت البضائع المملوكة للمشروع مودعة فقط لأغراض تحويلها بواسطة مشروع آخر .
- (د) إذا كانت الإنشاءات الثابتة للأعمال مستخدمة فقط لأغراض شراء بضائع ، أو من أجل جمع معلومات للمشروع .

#### تابع المادة (٦)

- (هـ) إذا كانت الإنشاءات الثابتة للأعمال مستخدمة فقط لأغراض ممارسة المشروع لأي نشاط ذو صفة تحضيرية أو تابعة .
- (و) إذا كانت الإنشاءات الثابتة للأعمال مستخدمة فقط لغرض ممارسة أي مجموعة من النشاطات المذكورة في البنود (أ) الى (هـ) من الفقرة (د) من هذه المادة ، بشرط أن يكون للنشاط الكلّي لهذه الإنشاءات الثابتة للأعمال والناجم عن مجموعة النشاطات السالفة الذكر الصفة التحضيرية أو التابعة .
- (هـ) مع عدم الإخلال بالأحكام الواردة في البند (أ) والبنود (ب) ، إذا كان لشخص صفة غير صفة الوكيل المستقل والذي ينطبق عليه البند (و) ، ويتصرف نيابة عن مشروع ، ويمارس عادة في دولة سلطة إبرام العقود بإسم هذا المشروع ، فيعتبر هذا الشخص في حكم « المنشأة الثابتة » في تلك الدولة وذلك بالنسبة لجميع الأنشطة

(٢) تكون الأرباح المنسوبة لمنشأة ثابتة هي الأرباح التي كان من الممكن للمشروع أن يحققها فيما لو كان مشروعاً متميزاً ومنفصلاً يعمل بصورة مستقلة عن المشروع المنبثقة عنه تلك المنشأة الثابتة . ولتحديد تلك الأرباح يسمح بخصم قيمة النفقات التي تحملتها المنشأة الثابتة بما في ذلك نفقات الإدارة ونفقات الإدارة العامة ، سواء في تلك الدولة ، أو في أي مكان آخر ، على أن تكون هذه النفقات مبررة ومعقولة حسبما هو متعارف عليه دولياً . وإذا تضمنت الأرباح عناصر دخل عولجت في مواد أخرى من هذه الإتفاقية ، فإن أحكام تلك المواد لن تتأثر بأحكام هذه المادة .

(٣) (أ) لأغراض هذه الإتفاقية ، يعني إصطلاح «المنشأة الثابتة» أن يكون للمنشأة مكاناً ثابتاً تباشراً من خلاله كل أو بعض نشاطها .

#### تابع المادة (٦)

(ب) يشمل أصطلاح «المنشأة الثابتة» بصفة خاصة ما يأتي : -

- (أ) موقع الإدارة .
- (ب) فرع .
- (ج) مكتب .
- (د) مصنع .
- (هـ) ورشة .
- (و) منجم ، بشر بترول أو غاز ، محجر أو أي مكان آخر لإستخراج المصادر الطبيعية .
- (ج) يعتبر الموقع المخصص للعمل أو لإقامة أو تشييد المشروع «منشأة ثابتة» إذا استمر بقاؤها لمدة تزيد على ستة أشهر .



(٢) يكون لعبارة «مال ثابت» المعنى المقرّر بموجب قانون تلك الدولة التي يقع فيها ذلك المال . وتشمل العبارة ، في جميع الأحوال ، ملحقات المال الثابت ، والمواشي ، والمعدات المستعملة في الزراعة أو الغابات ، والحقوق التي تنطبق عليها أحكام القانون الخاص المتعلقة بالملكيّة العقارية ، والحقوق في المدفوعات المتغيّرة أو الثابتة لإستغلال أو لإمتياز إستغلال الثروات المعدنية ومصادر الموارد الطبيعية الأخرى . ولا تعتبر السفن والطائرات أموالاً ثابتة .

(٣) تنطبق أحكام الفقرة (١) على الدخل المتحقّق من الإستغلال المباشر للمال الثابت ، أو تأجيرها ، أو إستغلاله بأي شكل آخر .

(٤) عندما تخوّل ملكيّة الأسهم ، أو الحصص أو أي حقوق أخرى في شركة ، أو أي شخص إعتباري ، مالكها حق الإنتفاع بمال ثابت يقع في دولة ومملوك لهذه الشركة أو الشخص الإعتباري ، فإن الدخل المتحقّق للمالك من الإستعمال المباشر أو التاجير أو أي إستعمال آخر لحقه في الإنتفاع ، يخضع للضريبة في تلك الدولة وفقاً لقوانينها .

#### المادة (٦)

### أرباح الأعمال

(١) تكون أرباح مشروع الدولة خاضعة للضريبة في تلك الدولة فقط ، ما لم يباشر ذلك المشروع نشاطه في الدولة الأخرى عن طريق منشأة ثابتة تقع فيها . فإذا باشر ذلك المشروع نشاطه في الدولة الأخرى بهذه الطريقة فإن أرباحه تخضع للضريبة فيها ، وإنما بالقدر الذي يمكن فيه نسبة تلك الأرباح لهذه المنشأة الثابتة .

التي يرتبط معها بعلاقات شخصية واقتصادية أوثق (مركز المصالح الحيوية).

#### تابع المادة (٤)

(ب) فاذا لم يكن بالإستطاعة تحديد الدولة التي يكون له فيها مركز لمصالحه الحيوية، أو إذا لم يتوافر له مقر سكن دائم في أي من الدولتين فيعتبر مقيماً في الدولة التي يكون له فيها إقامة معتادة .  
 (ج) فاذا كان له إقامة معتادة في كلتا الدولتين أو إذا لم يكن له في أي منهما إقامة معتادة، فيعتبر مقيماً في الدولة التي يحمل جنسيتها .  
 (د) فاذا كان حاملاً لجنسية كل من الدولتين أو لم يكن حاملاً لجنسية أي منهما، تسوي السلطات المختصة في الدولتين الأمر بالإتفاق المتبادل .

(٣) إذا كان الشخص من غير الأشخاص الطبيعيين مقيماً في كلتا الدولتين ، فإنه وفقاً لأحكام الفقرة (١) ، يعتبر مقيماً في الدولة التي يوجد بها مكان إدارته الفعلية .

(٤) لأغراض هذه الإتفاقية تشمل عبارة «المقيم في دولة» ، تلك الدولة ، وسلطاتها المحلية .

#### المادة (٥)

#### الدخل من المال الثابت

(١) الدخل الذي يحصل عليه مقيم في دولة من مال ثابت ( بمافي ذلك الدخل الناتجة عن الزراعة أو الغابات) يقع في الدولة الأخرى ، تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة الأخرى .

- (و) تعني عبارة «السلطة المختصة» :  
 (أ) بالنسبة لفرنسا ، الوزير المختص بالميزانيّة أو ممثله المخوّل سلطاته.  
 (ب) بالنسبة لقطر ، وزير المالية والبتروّل أو ممثله المخوّل سلطاته .

### تابع المادة (٣)

- (٢) فيما يتعلق بتطبيق دولة للإتفاقيّة ، يكون لأيّ عبارة لم يتحدّد معناها في الإتفاقيّة المعنى المقرّر لها وفقاً لقانون تلك الدولة ، وذلك فيما يتعلق بالضرائب التي تنطبق عليها الإتفاقيّة ، ما لم يقتضي سياق النصّ خلاف ذلك .

### المادة (٤)

#### المقيم

- (١) لأغراض هذه الإتفاقيّة ، تعني عبارة «المقيم في دولة» :  
 (أ) بالنسبة لفرنسا ، أي شخص يكون بمقتضى القوانين الفرنسية ، خاضعاً للضريبة فيها بسبب محل سكنه أو إقامته أو مكان إدارة أعماله .  
 (ب) بالنسبة لقطر ، أي شخص يكون له محل سكن أو يوجد مقر أعماله في قطر.  
 (٢) عندما يكون شخص طبيعي مقيماً وفقاً لأحكام الفقرة (١) في كلتا الدولتين فإن وضعه يتقرّر كما يلي :  
 (أ) يعتبر أنه مقيم في الدولة التي له فيها مقر سكن دائم . فإذا توفّر له فيها مقر سكن دائم في كلتا الدولتين فيعتبر مقيماً في الدولة

وتبلغ السلطات المختصة في الدولتين كل منهما الأخرى بما يتم من تعديلات جوهرية على قوانين الضرائب الخاصة بها .

### المادة (٣) تعريف عامة

(١) لأغراض هذه الإتفاقية ، وما لم يتطلّب سياق النص خلاف ذلك :

#### تابع المادة (٣)

- (أ) تعني عبارتا « دولة » و « الدولة الأخرى » حسب مقتضى الحال ، دولة قطر ( المشار اليها فيما بعد « بقطر » ) أو الجمهورية الفرنسية ( المشار اليها فيما بعد « بفرنسا » ) .
- (ب) يشمل لفظ « شخص » أي شخص طبيعي أو شركة أو أية مجموعة أخرى من الأشخاص .
- (ج) يعني لفظ « شركة » أي شخص إعتباري من أشخاص القانون العام أو الخاص ( ويشمل بالنسبة لقطر ، دولة قطر وسلطاتها المحلية ) أو أي كيان يعتبر شخصاً إعتبارياً للأغراض الضريبية .
- (د) تعني عبارتا « مشروع دولة » و « مشروع الدولة الأخرى » على التوالي ، أي مشروع يستغله شخص مقيم في دولة ، وأي مشروع يستغله شخص مقيم في الدولة الأخرى .
- (هـ) تعني عبارة « النقل الدولي » أي نقل بسفينة أو طائرة يستغله مشروع مكان إدارته الفعلية في دولة ، باستثناء الحالة التي يقتصر فيها إستغلال السفينة أو الطائرة على النقل فيما بين أماكن في الدولة الأخرى .

## المادة (٢)

## الضرائب التي تنطبق عليها الإتفاقية

(١) الضرائب التي تنطبق عليها الإتفاقية هي :

(أ) بالنسبة لفرنسا :

- الضريبة على الدخل

- الضريبة على الشركات

- ضريبة التضامن على الثروات

- الضريبة على التركات

وأية ضريبة مقطوعة عند المنبع ، وأية مدفوعات مقدّمة أو سلف تتعلق بهذه الضرائب .

( وشار إليها فيما بعد «بالضريبة الفرنسية» ) .

## تابع المادة (٢)

(ب) بالنسبة لقطر :

- الضريبة على دخل الشركات

- أية ضريبة على الدخل الكلّي أو على عناصره ، بما في ذلك

الأرباح المحقّقة من نقل ملكيّة الأموال المنقولة أو الثابتة ، و

أية ضرائب على الأثر أو على الثروة . وتكون ماثلة لتلك التي

تنطبق عليها أحكام هذه الإتفاقية بالنسبة لفرنسا .

( وشار إليها فيما بعد «بالضريبة القطرية» ) .

(٢) تنطبق الإتفاقية أيضاً على أية ضريبة مطابقة أو ماثلة في جوهرها يتم

فرضها بعد تاريخ التوقيع على هذه الإتفاقية ، وتضاف الى الضرائب

المشار إليها في الفقرة (١) أو بدلاً منها .

[ARABIC TEXT — TEXTE ARABE]

## اتفاقية بين

حكومة الجمهورية الفرنسية

و

حكومة دولة قطر

بشأن تجنب الإزدواج الضريبي.

إن حكومة الجمهورية الفرنسية

و

حكومة دولة قطر

رغبة منهما في إبرام اتفاقية بينهما لتفادي  
الإزدواج الضريبي، قد إتفقتا على الأحكام الآتية :

المادة (١)

الأشخاص الخاضعون لأحكام الاتفاقية

تطبق أحكام هذه الاتفاقية على الأشخاص المقيمين في إحدى  
الدولتين أو في كليهما .

## [TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION<sup>1</sup> BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH  
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE STATE OF  
QATAR FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION

The Government of the French Republic and the Government of the State of Qatar,

Desiring to conclude a convention for the avoidance of double taxation,  
Have agreed as follows:

*Article 1*

## PERSONAL SCOPE

This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the States.

*Article 2*

## TAXES COVERED

1. The taxes to which the Convention shall apply are:

(a) In the case of France:

- The income tax;
- The corporation tax;
- The wealth tax;
- The inheritance tax;

and any withholding tax, prepayment (*précompte*) or advance payment with respect to the aforesaid taxes;

(hereinafter referred to as “French tax”).

(b) In the case of Qatar:

- The corporate income tax;
  - Any tax on total income or on elements of income, including gains from the alienation of movable or immovable property, any tax on capital and any inheritance tax, similar to those to which the Convention applies in the case of France;
- (hereinafter referred to as “tax paid in Qatar”).

2. The Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes which are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the taxes referred to in paragraph 1.

<sup>1</sup> Came into force on 1 December 1994, i.e., the first day of the second month following the date of receipt of the last of the notifications (October 1994) by which the Parties had informed each other of the completion of the required procedures, in accordance with article 24 (1).

The competent authorities of the States shall notify each other of any substantial changes which have been made in their respective taxation laws.

### *Article 3*

#### GENERAL DEFINITIONS

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:

(a) The terms “one State” and “the other State” mean, as appropriate, the French Republic (hereinafter referred to as “France”) or the State of Qatar (hereinafter referred to as “Qatar”);

(b) The term “person” includes individuals, companies and any other corporate entities;

(c) The term “company” means any body corporate governed by public or private law, including, in the case of Qatar, the State of Qatar and its local authorities, or any entity deemed to be a body corporate for the purposes of taxation;

(d) The terms “enterprise of one State” and “enterprise of the other State” mean respectively an enterprise carried on by a resident of one State and an enterprise carried on by a resident of the other State;

(e) The term “international traffic” means any transport by a ship or aircraft operated by an enterprise which has its place of effective management in one State, except where the ship or aircraft is operated solely between places in the other State;

(f) The term “competent authority” means:

- (i) In the case of France, the Minister for the Budget or his authorized representative;
- (ii) In the case of Qatar, the Minister of Finance and Petroleum or his authorized representative.

2. As regards the application of the Convention by one State, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning which it has under the law of that State concerning the taxes to which the Convention applies.

### *Article 4*

#### RESIDENT

1. For the purposes of this Convention, the term “resident of one State” means:

(a) In the case of France, any person who, under the laws of France, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence or place of management;

(b) In the case of Qatar, any person domiciled or having his place of management in Qatar.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both States, his status shall be determined as follows:



(a) He shall be deemed to be a resident of the State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both States, he shall be deemed to be a resident of the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);

(b) If the State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident of the State in which he has an habitual abode;

(c) If he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident of the State of which he is a national;

(d) If he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both States, it shall be deemed to be a resident of the State in which its place of effective management is situated.

4. For the purposes of this Convention, the term "resident of one State" shall include that State and its local authorities.

#### *Article 5*

##### INCOME FROM IMMOVABLE PROPERTY

1. Income derived by a resident of one State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other State may be taxed in that other State.

2. The term "immovable property" shall have the meaning which it has under the law of the State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, springs and other natural resources. Ships and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall also apply to income derived from the direct use, letting or use in any other form of immovable property.

4. Where the ownership of shares or other rights in a company or other body corporate gives the owner the right to enjoyment of immovable property situated in one State and owned by that company or other body corporate, the income which the owner of the shares or other rights derives from the direct use, letting or use in any other form of his right to such enjoyment shall be taxable in that State in accordance with the laws of that State.

#### *Article 6*

##### BUSINESS PROFITS

1. The profits of an enterprise of one State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the

profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. The profits attributed to a permanent establishment are those which it might have been expected to make if it were a distinct and separate establishment dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment. In the determination of such profits, there shall be allowed as deductions the expenses incurred in pursuit of the aims of that permanent establishment, including management expenses and the general administrative costs thereby incurred, either in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere, provided such expenses are justifiable and reasonable in terms of international practice. Where profits include elements of income that are treated separately in other articles of this Convention, the provisions of those articles shall be unaffected by the provisions of this article.

3. A. For the purposes of the Convention, the term “permanent establishment” means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

B. The term “permanent establishment” includes especially:

- (a) A place of management;
- (b) A branch;
- (c) An office;
- (d) A factory;
- (e) A workshop; and
- (f) A mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.

C. A building site or a construction, assembly or installation project constitutes a permanent establishment only if it continues for a period of more than six months.

D. Notwithstanding the provisions of A, B and C above, the term “permanent establishment” shall be deemed not to include:

- (a) The use of facilities solely for the purpose of the storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
- (b) The maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;
- (c) The maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
- (d) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information for the enterprise;
- (e) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;
- (f) The maintenance of a fixed place of business solely for any combination of the activities mentioned in subparagraphs (a) to (e) above, provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.

E. Notwithstanding the provisions of A and B above, where a person — other than an agent of an independent status to whom the provisions of F below apply — is acting on behalf of an enterprise and has and habitually exercises in one State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in D above which, if exercised through a fixed place of business, would not permit this fixed place of business to be deemed a permanent establishment under the provisions of D above.

F. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.

G. The fact that a company which is a resident of one State controls or is controlled by a company which is a resident of the other State or which carries on business therein (whether through a permanent establishment or otherwise) shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

#### *Article 7*

#### SHIPPING AND AIR TRANSPORT

1. Income which an enterprise of France derives from the operation of ships or aircraft in international traffic, including income accessory to such operation, shall be exempt in Qatar from the taxes specified in article 2 and from any tax similar to the business tax.

2. Income which an enterprise of Qatar derives from the operation of ships or aircraft in international traffic, including income accessory to such operation, shall be exempt in France from the taxes specified in article 2. Notwithstanding the provisions of article 2, such an enterprise shall be exempt from the business tax payable in France in respect of such operation.

3. Notwithstanding the provisions of article 3, paragraph 1 (*d*):

(*a*) For the purposes of paragraphs 1 and 2 of this article, the term “enterprise of Qatar” means Gulf Air as long as the State of Qatar holds shares in that company and any enterprise designated by the Government of Qatar; and the term “enterprise of France” means any enterprise designated by the French Government;

(*b*) The lists of enterprises designated by each Government shall be exchanged by letter through the diplomatic channel and shall be modified following the same procedure.

4. If the place of effective management of a shipping enterprise is aboard a ship, it shall be deemed to be situated in the State in which the home port of the ship is situated, or, if there is no such home port, in the State in which the operator of the ship is a resident.

5. The provisions of the preceding paragraphs shall also apply to profits from participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

### Article 8

#### DIVIDENDS

1. Dividends paid by a company that is a resident of one State to a resident of the other State shall be taxable only in that other State.

2. A resident of Qatar who receives dividends paid by a company that is a resident of France may obtain a refund of any prepayment (*précompte*) made by that company in respect of such dividends. The gross amount of the refunded prepayment (*précompte*) shall be deemed a dividend for the purposes of the application of the provisions of this Convention as a whole.

3. The term “dividends” as used in this article means income from shares, “jouissance” shares or “jouissance” rights, mining shares, founders’ shares or other rights, not being debt-claims, as well as income subjected to the system of distribution by the tax laws of the State of which the company making the distribution is a resident.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of one State, carries on business in the other State of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such cases, the provisions of article 6 or article 12 shall apply.

### Article 9

#### INCOME FROM DEBT-CLAIMS

1. Income from debt-claims arising in one State and paid to a resident of the other State shall be taxable only in that other State.

2. The term “income from debt-claims” as used in this article means the income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor’s profits, and, in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures:

3. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the beneficiary of the income from debt-claims, being a resident of one State, carries on business in the other State in which the income arises, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the debt-claim giving rise to the income is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such cases, the provisions of article 6 or article 12 shall apply.

### Article 10

#### ROYALTIES

1. Royalties arising in one State and paid to a resident of the other State shall be taxable only in that other State.

2. The term “royalties” as used in this article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work, including cinematograph films and films or tapes used for radio or television broadcasting, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

3. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the beneficiary of the royalties, being a resident of one State, carries on business in the other State in which the royalties arise, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such cases, the provisions of article 6 or article 12 shall apply.

### *Article 11*

#### CAPITAL GAINS

1. (a) Gains derived by a resident of one State from the alienation of immovable property referred to in article 5 and situated in the other State may be taxed in that other State.

(b) Gains from the alienation of shares or other rights in a company more than 80 per cent of the assets of which consists of immovable property, or of rights relating to such property, may be taxed in the State in which the immovable property is situated, where, under the laws of that State, such gains are subjected to the same tax regime as gains from the alienation of immovable property. As regards the application of this provision, immovable property used by that company in its own business or agricultural operations or in the performance of independent personal services shall not be taken into consideration.

2. Gains from the alienation of shares or rights — other than the shares or rights referred to in paragraph 1 (b) — representing a substantial participation in a company may be taxed in the State of which the company is a resident. There is deemed to be a substantial participation where the alienator holds, directly or indirectly, shares or rights which, in total, entitle him to more than 25 per cent of the profits of the company.

3. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of one State has in the other State, or of movable property pertaining to a fixed base available to a resident of one State in the other State for the purpose of performing independent personal services, including such gains from the alienation of such permanent establishment (alone or with the whole enterprise) or of such fixed base, may be taxed in that other State.

4. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2 and 3 shall be taxable only in the State of which the alienator is a resident.

*Article 12*

## INDEPENDENT PERSONAL SERVICES

1. Income derived by a resident of one State in respect of professional services or other activities of an independent character shall be taxable only in that State, unless he has a fixed base regularly available to him in the other State for the purpose of performing his activities. If he has such a fixed base available to him, the income may be taxed in the other State, but only so much of it as is attributable to that fixed base.

2. The term "professional services" includes especially independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities, as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

*Article 13*

## DEPENDENT PERSONAL SERVICES

1. Subject to the provisions of articles 14, 15 and 16, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of one State in respect of an employment shall be taxable only in that State, unless the employment is exercised in the other State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of one State in respect of an employment exercised in the other State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

(a) The recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in the fiscal year concerned; and

(b) The remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State; and

(c) The remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Subject to the provisions of articles 15 and 16 and notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2 above, the remuneration which a teacher or a researcher who is or was immediately before visiting one State a resident of the other State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of teaching or engaging in research derives in respect of such activities shall be taxable only in the other State. This provision shall apply for a period not exceeding 24 months from the date on which the teacher or researcher first arrives in the first-mentioned State for the purpose of teaching or engaging in research.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this article, remuneration derived by a resident of one State in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic shall be taxable only in that State.

*Article 14*

## PENSIONS

1. Subject to the provisions of article 15, pensions and other similar remuneration paid to a resident of one State in consideration of past employment shall be taxable only in that State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions paid and other payments made under the social-security legislation of one State may be taxed in that State.

*Article 15*

## GOVERNMENT SERVICE

1. Remuneration and pensions paid by, or out of funds created by, one State or a local authority thereof or one of their bodies corporate governed by public law, to an individual in respect of services rendered to that State or authority or body corporate governed by public law, shall be taxable only in that State.

2. The provisions of articles 13 and 14 shall apply to remuneration and pensions in respect of services rendered in connection with a business carried on by one State or a local authority thereof or one of their bodies corporate governed by public law.

*Article 16*

## STUDENTS

1. Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting one State a resident of the other State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

2. Remuneration which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting one State a resident of the other State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives in respect of services rendered in the first-mentioned State shall not be taxed in the first-mentioned State, provided that such services are related to his education or training or that remuneration for such services is necessary to supplement the resources available to him for his maintenance.

*Article 17*

## CAPITAL

1. Capital represented by immovable property referred to in article 5, owned by a resident of one State and situated in the other State, may be taxed in that other State if the value of such immovable property exceeds the aggregate value of the following elements of capital owned by that resident:

- Shares (other than those referred to in paragraph 3) issued by a company that is a resident of the State in which the immovable property is situated, provided they are listed on a regulated stock exchange of that State, or the company is an investment company authorized by the public authorities of that State;
- Debt-claims against the State in which the immovable property is situated, or against its local authorities, public institutions or publicly owned corporate entities, or against a company that is a resident of that State and whose shares are listed on a regulated stock exchange of that State.

2. For the purposes of paragraph 1, shares or other rights in a company more than 50 per cent of the assets of which consists of immovable property situated in one State, or of rights relating to such property, shall be deemed immovable property situated in that State. However, immovable property used by that company in its own business or agricultural operations or in the performance of independent personal services shall not be taken into consideration for the determination of the above-mentioned percentage. Furthermore, the shares of listed companies and the stock of business real-estate development companies shall not be deemed immovable property for the purposes of this paragraph, regardless of the composition of the assets of those companies.

3. Capital consisting of shares or rights representing a substantial participation in a company, other than a company referred to in paragraph 2, that is a resident of one State may be taxed in that State. A person's participation is deemed to be substantial when that person holds, directly or indirectly, either alone or jointly with members of his family, shares or rights which, in total, entitle him to more than 25 per cent of the profits of the company.

4. Subject to paragraphs 1 and 3, capital owned by a resident of one State shall be taxable only in that State.

5. Notwithstanding the preceding paragraphs of this article, for the purpose of computing the wealth tax referred to in article 2, paragraph 1, in respect of an individual who is a resident of France and a citizen of Qatar without possessing French nationality, assets situated outside France which that individual owns on 1 January in each of the five years following the calendar year in which he becomes a resident of France shall not be included in the total base on which the wealth tax due in each of those five years is assessed.

6. If, after the signature of this Convention, under a convention or agreement, or a codicil to a convention or agreement, between France and a third State that is a member of the Gulf Cooperation Council, France grants, in respect of the provisions of this article, a more favourable regime than that granted to Qatar under this Convention, the same favourable regime shall apply automatically within the framework of this Convention as from the date of entry into force of the French convention, agreement or codicil in question.

### *Article 18*

#### ESTATES AND INHERITANCES

1. Immovable property shall be subject to the inheritance tax only in the State in which such property is situated.



2. Tangible and intangible movable property which is effectively connected with the carrying on of business in one State through a permanent establishment situated therein or with the performance of independent personal services from a fixed base situated therein shall be subject to the inheritance tax only in that State.

3. Tangible and intangible movable property (including securities, deposits and the like) to which the provisions of paragraph 2 above are not applicable shall be subject to the inheritance tax only in the State of which the deceased was a resident at the time of his death.

### *Article 19*

#### SPECIFIC PROVISIONS

1. Investments of one State in the other State (including those of the Central Bank and public institutions) and income derived from such investments (including gains from the alienation thereof) shall be exempt from tax in that other State. The provisions of this paragraph shall not apply to immovable property or to income derived from such immovable property.

2. Individuals who are residents of Qatar and who have at their disposal one or more dwellings for their private use in France, without having their fiscal domicile therein for the purposes of French law, shall be exempt from tax on the income established on the basis of the rental value of the dwelling or dwellings.

3. Nothing in this Convention shall prevent the application of any more favourable tax regime which might be provided for by the French domestic law in force in respect of foreign public investment.

4. If a person who is a resident of one State for the purposes of the domestic law of that State is deemed to be a resident of the other State on the basis of the criterion of nationality referred to in article 4, paragraph 2 (c), the first-mentioned State may refuse to grant that person the tax exemptions or reductions provided for in the Convention in respect of residents of the other State, but shall nevertheless treat that person as a non-resident for the purposes of the application of its domestic law.

### *Article 20*

#### ELIMINATION OF DOUBLE TAXATION

1. In the case of France, double taxation shall be avoided as follows:

(a) Income derived from Qatar and taxable in or taxable only in that State in accordance with the provisions of this Convention shall be taken into account for the purpose of computing the income tax in France where such income accrues to a resident of France and is not exempt from the corporation tax pursuant to French law. In such case, the tax paid in Qatar shall not be deductible from such income, but the recipient shall be entitled to a tax credit to be deducted from French tax thereon. This tax credit shall be equal to:

(i) In the case of the profits or income referred to in article 6, article 11, paragraph 2, and article 12, the amount of the tax paid in Qatar, in accordance with the provisions of those articles; it may not, however, exceed the amount of the French tax corresponding to such income;

(ii) In the case of all other income, the amount of the French tax corresponding to such income.

(b) Where a person who is a resident of Qatar has his fiscal domicile in France for the purposes of French domestic law or is a branch more than 50 per cent of which is controlled directly or indirectly by a company whose place of management is in France, the income of such person shall be taxable in France, notwithstanding any other provision of this Convention. In such case, France shall deduct from the tax in respect of such income, in the conditions set forth in subparagraph (a) (i) above, the amount of the tax paid in Qatar in accordance with the provisions of the Convention. The provisions of this subparagraph (b) shall not be applicable to individuals who are citizens of Qatar.

(c) A resident of France who possesses capital that is taxable in Qatar in accordance with the provisions of article 17, paragraphs 1, 2 and 3, shall also be liable to tax in France in respect of such capital. In the computation of the French tax, a tax credit equal to the amount of tax paid in Qatar on that capital shall be deducted. The credit may not, however, exceed the amount of the French tax corresponding to such capital.

(d) Notwithstanding the provisions of article 18, the French inheritance tax applicable to property included in the estate of a resident of France shall be computed, on property that is taxable in France under the Convention, at the overall rate corresponding to property that is taxable in accordance with French domestic law.

2. In the case of Qatar, double taxation shall be avoided by the application of the provisions of the law of Qatar.

3. In order to avoid double exemption, and notwithstanding the other provisions of the Convention, each State shall tax, in accordance with its domestic law, income, other than dividends, which may be taxed by the other State under the Convention, but is not included in the tax base in that other State. The provisions of this paragraph shall not apply to:

- States, their local authorities, or public institutions in which those States or local authorities hold a controlling interest;
- Citizens of Qatar;
- Companies over 50 per cent of whose shares or other rights are owned, directly or indirectly, by citizens of Qatar.

### *Article 21*

#### MUTUAL-AGREEMENT PROCEDURES

1. Where a person considers that the actions of one or both of the States results or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, present his case to the competent authority of the State of which he is a resident. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Convention.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the

case by mutual agreement with the competent authority of the other State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with this Convention. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the States.

3. The competent authorities of the States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Convention. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not covered by the Convention.

4. The competent authorities of the States may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs. If it appears that oral exchanges of views would facilitate an agreement, such exchanges of views may take place through a commission composed of representatives of the competent authorities of the States.

5. The competent authorities of the States may decide by mutual agreement the modalities for the application of the Convention, in particular the formalities to be completed by residents of one State in order to obtain in the other State the tax reductions or exemptions provided for by the Convention.

#### *Article 22*

#### DIPLOMATIC AND CONSULAR OFFICERS

Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions and their personal domestics, of members of consular missions, or of members of permanent missions to international organizations under the general rules of international law or under the provisions of specific agreements.

#### *Article 23*

#### TERRITORIAL SCOPE

1. This Convention shall apply:

(a) In the case of France, to the European and overseas departments of the French Republic, including the territorial sea and any areas beyond the territorial sea within which, in accordance with international law, the French Republic has sovereign rights for the purposes of the exploration and exploitation of the resources of the seabed and the subsoil thereof, and the superjacent waters;

(b) In the case of Qatar, to the territory of the State of Qatar and to the islands pertaining thereto, including the territorial sea and any areas beyond the territorial sea within which, in accordance with international law, the State of Qatar has sovereign rights for the purposes of the exploration and exploitation of the resources of the seabed and the subsoil thereof, and the superjacent waters.

2. The Convention may be extended, either in its entirety or with any necessary modifications, to the overseas territories and other local authorities of the French Republic which impose taxes substantially similar in character to those to which the Convention applies. Any such extension shall take effect from the date and in the conditions established by mutual agreement between the States through the exchange of diplomatic notes or in any other manner in accordance with their constitutional procedures. Such agreement shall also specify any necessary modifi-

cations to the Convention and the conditions for its application to the territories or other authorities to which it is extended.

3. Unless otherwise agreed by the two States, the termination of the Convention by one of them under article 24 shall also terminate, in the manner provided for in that article, the application of the Convention to any territory or other authority to which it has been extended under this article.

#### Article 24

##### ENTRY INTO FORCE AND TERMINATION

1. Each State shall notify the other of the completion of the procedures required by it for the entry into force of this Convention. The Convention shall enter into force on the first day of the second month following the day on which the later of these notifications is received.

2. The provisions of the Convention shall apply for the first time:

(a) As regards taxes withheld at source, to amounts payable on or after the date of signature of the Convention;

(b) As regards other taxes on income, to income accruing during the calendar year in which the Convention was signed, or relating to the accounting period beginning during that year;

(c) As regards the inheritance tax, to the estates of persons deceased on or after the date of signature of the Convention;

(d) As regards taxes on capital, to capital owned as at 1 January 1989;

(e) As regards the business tax referred to in article 7, to the tax levied in respect of the year in which the Convention was signed.

3. The Convention shall remain in force for an indefinite term. However, either State may denounce it by giving notice through the diplomatic channel not less than six months before the end of any calendar year subsequent to 1995. In such event, the Convention shall apply for the last time:

(a) As regards taxes withheld at source, to amounts payable on or before 31 December of the calendar year for the end of which notice of termination has been given;

(b) As regards other taxes on income, to income accruing during the calendar year for the end of which notice of termination has been given, or relating to the accounting period ending during that year;

(c) As regards the inheritance tax, to the estates of persons deceased on or before 31 December of the calendar year for the end of which notice of termination has been given;

(d) As regards taxes on capital, to capital owned as at 1 January of the calendar year for the end of which notice of termination has been given;

(e) As regards the business tax, to the tax levied in respect of the year for the end of which notice of termination has been given.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Convention.

DONE at Paris on 4 December 1990, in duplicate in the French and Arabic languages, both texts being equally authentic.

For the Government  
of the French Republic:

MICHEL CHARASSE  
Assistant Minister for the Budget

For the Government  
of the State of Qatar:

Sheikh MOHAMMED  
BIN KHALIFA AL THANI  
Secretary of State for Finance  
and Petroleum

---

